

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP)

25 ET 27 ROUTE DU BASSIN N 6
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0006506287

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP) implanté 27 RTE DU BASSIN NUMERO 6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP)
- 27 RTE DU BASSIN NUMERO 6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506287
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt d'hydrocarbures liquides, alimentés par pipeline et par barges, équipé d'un poste de chargement de camions et d'une unité de récupération des vapeurs.

Thèmes de l'inspection :

- Exercice POI
- Action Nationale 2025 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 1 condition 11	Fiche réflexe à améliorer
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a participé à l'exercice POI (plan d'opération interne) du 4 novembre 2025, dans une posture d'observation. L'exercice s'est bien déroulé dans l'ensemble, les secours ont notamment souligné la pertinence des outils que l'exploitant a mis à leur disposition en salle POI pendant l'exercice. L'inspection des installations classées a toutefois quelques remarques, qui sont détaillées dans les constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 1 condition 11
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] La définition des moyens de sécurité incendie pour l'extinction devra être précisée dans le POI avec pour objectif une durée maximale d'intervention de 3 heures sur un sinistre. [...] Des essais de mise en œuvre du matériel incendie devront être organisés au moins une fois par an en concertation avec le responsable de l'établissement, l'Inspection des Installations Classées et les services de sécurité incendie. [...]
Constats : Le 04/11/2025, l'inspection des installations classées (IIC) a assisté à l'exercice POI annuel de l'établissement, réalisé en collaboration avec la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP). L'exercice POI précédent ayant eu lieu le 09/12/2024, l'IIC constate que l'exploitant respecte la fréquence annuelle de réalisation des exercices POI qui lui est prescrite en tant que site Seveso seuil haut. Pour l'exercice de cette année, le scénario n°7 du POI "Feu du PCC" (poste de chargement des camions) a été simulé. Le contexte était le suivant : un camion transportant des hydrocarbures se présente au PCC. Deux autres camions sont déjà en train de remplir leurs citernes. Suite à une mauvaise manœuvre de raccordement du dispositif de remplissage, le camion s'enflamme et le

feu se propage aux deux camions adjacents.

L'exercice simule un accident survenant un samedi, avec uniquement un opérateur et l'agent de surveillance présents sur site. Il s'agissait d'un exercice sur table, les pompiers n'ont pas raccordé leurs équipements au réseau du site. La communication entre le directeur des opérations internes (DOI) et le chef des opérations de secours (COS) a été une nouvelle fois facilitée par le schéma de situation tactique (SITAC) affiché en salle POI qui a permis de localiser l'incendie, les zones d'effets thermiques et les moyens de lutte contre l'incendie du site. La connaissance du site par le DOI et les outils présents en salle POI (SITAC, report de l'écran du poste exploitation affiché sur un tableau avec des feutres Velleda, POI imprimé) ont également été salvés par les pompiers. Le déroulé de l'exercice se trouve en annexe du présent rapport.

Par ailleurs, l'IIC fait les remarques suivantes :

- l'opérateur impliqué au début de l'exercice a été hésitant sur la marche à suivre. La fiche réflexe à utiliser en cas d'accident doit être améliorée : l'étape de l'appel aux pompiers est trop tardive dans l'ordre des actions à réaliser. Par exemple, l'impression des hauteurs de bacs est une étape antérieure à l'appel aux pompiers sur la fiche réflexe alors que la priorité devrait être donnée à l'appel, notamment pour ce type de scénario où les hauteurs de bacs ne sont pas forcément une information utile dans l'immédiat de la gestion de la situation ;

- une main courante a été mise en place mais très tardivement, après l'arrivée des premiers pompiers en salle POI, et les informations notées n'étaient pas organisées par ordre chronologique. Il est essentiel de noter dès le début et au fur et à mesure de l'événement toutes les informations utiles (localisation de l'incendie, nombre de victimes, évacuation, premières mesures de sécurité mises en œuvre, type de produit qui brûle et en quelle quantité). Cela permet de ne pas oublier des informations et de gagner du temps lors des premiers échanges avec les pompiers ;

- le DOI doit penser à enfiler une chasuble qui le désigne comme tel, afin que les pompiers sachent tout de suite à qui s'adresser;

- l'exploitant a utilisé la plateforme Viappel pour lancer les appels de façon automatique à tous les interlocuteurs désignés dans le cadre du POI (port de Gennevilliers, mairie, préfecture, inspecteur DRIEAT, sites voisins, opérateurs du site etc). L'exploitant devra se renseigner auprès de Haropa Port pour savoir si, une fois contactés par SOGEPP, ils relaient également l'information à d'autres interlocuteurs ou non, afin d'éviter les appels en doublon ou au contraire l'absence d'information de certains services.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réorganiser la fiche réflexe à utiliser en cas d'accident afin de s'assurer que les actions à réaliser soient classées de façon cohérente et par ordre de priorité.
L'exploitant transmettra cette nouvelle fiche à l'IIC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : [...] « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : L'IIC constate que la dernière version du POI (août 2025) est complétée par un rapport décrivant la stratégie pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux. Ce rapport a été réalisé par SOCOTEC, société avec laquelle SOGEPP a établi un contrat pour la mise en œuvre des premiers prélèvements en cas d'incendie dans le dépôt de Gennevilliers. Ce document détaille les substances recherchées dans les différentes matrices et les raisons pour lesquelles ces substances et ces matrices ont été retenues, ainsi que les méthodes et les moyens logistiques permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. De plus, pour chaque scénario décrit dans le POI : - les produits de décomposition associés aux produits impliqués sont mentionnés et hiérarchisés selon l'importance de leurs émissions; - la stratégie et la ou les matrice(s) de prélèvements sont précisées. Ces informations sont basées sur le guide OMEGA 16 de l'INERIS (2022) ainsi que le guide professionnel DT-126 de France Chimie à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie (2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...]

Constats :
Le document de stratégie des prélèvements environnementaux évoqué au point de contrôle précédent détaille, pour chaque substance à prélever, la méthodologie et la modalité de prélèvement, sa durée, les limites de quantification associée et le matériel nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements environnementaux sont réalisés en globalité par le prestataire SOCOTEC, il n'y a pas de matériel de prélèvement sur le site. Comme indiqué précédemment, l'exploitant a transmis à l'IIC le contrat établi avec SOCOTEC. Ce contrat prévoit la réalisation des prélèvements dans un délai d'intervention de 1 à 4h maximum après l'alerte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe : Synthèse du déroulé de l'exercice POI du 04/11/2025 sur le site de SOGEPP à Gennevilliers (simulation)

- 10h50 : l'opérateur présent sur site constate un départ de feu au poste de chargement des camions (PCC) au niveau des postes citernes 10, 11, 12 et déclenche l'arrêt d'urgence général et l'arrêt d'urgence « réception » ;
- 10h50 : POI déclenché mais les rampes d'extinction situées au niveau du PCC ne fonctionnent pas ;
- 10h54 : l'opérateur demande à l'agent de surveillance de procéder à l'évacuation du site ;
- 10h56 : appel aux pompiers et description de la situation : feu au PCC, 3 victimes recensées ;
- 10h59 : appel de l'opérateur au chef de dépôt et point de situation ;
- 11h03 : arrivée du chef de garde des pompiers sur site, point de situation : 3 personnes grièvement brûlées (visage, torse, main), couronnes d'arrosage des bacs dans les cuvettes à proximité du PCC déclenchées. Le chef de garde demande confirmation de l'ouverture de tous les accès du site ;
- 11h06 : prise en charge des victimes par les pompiers ;
- 11h10 : point entre l'agent de surveillance et l'opérateur du dépôt, l'agent communique à ce dernier le nom des sociétés auxquelles appartiennent les victimes ;
- 11h11 : arrivée du chef des opérations de secours (COS) en salle POI. Point de situation à l'aide la fiche SITAC sur les moyens de lutte contre l'incendie déjà mis en œuvre (canons, couronnes) ;
- 11h15 : l'opérateur appelle le chef de dépôt pour lui demander de lancer les appels d'urgence via la plateforme Viappel ;
- 11h23 : arrivée du chef de dépôt et de son adjoint en salle POI, l'adjoint est désigné comme directeur des opérations internes (DOI) ;
- 11h26 : point de situation entre le DOI et les deux agents initialement présents sur site ;
- 11h27 : le DOI sort la fiche scénario correspondante dans le POI ;
- 11h39 : point de situation entre le DOI et le COS sur les moyens à déployer en mousse et en eau, et sur les endroits où les pompiers peuvent connecter leurs engins pour compenser les lance-canons mousse qui ne se sont pas déclenchés ;
- 11h44 : l'agent de surveillance fait un point avec le DOI sur les victimes, leurs états et leurs identités ; le DOI charge l'agent de prévenir les sociétés ;
- 11h47 : appel au siège social pour un point sur les communications ;
- 11h55 : briefing du capitaine des pompiers : 3 postes citernes en feu, risque de BLEVE* donc dispositif hydraulique massif à mettre en place ;
- 12h05 : fin de l'exercice.

*BLEVE : Boiling Liquid Expanding Vapour Explosion, soit une vaporisation violente à caractère explosif d'un liquide. Elle est consécutive à la rupture brutale du réservoir le contenant, ici en l'occurrence le camion-citerne.